

23 déc 2004 -16:00

Conseil des Ministres du 23 décembre 2004

Le Conseil des Ministres s'est réuni au 16 rue de la Loi, le jeudi 23 décembre 2004, à partir de 11h00, sous la présidence du Premier Ministre Guy Verhofstadt.

Le Conseil des Ministres s'est réuni au 16 rue de la Loi, le jeudi 23 décembre 2004, à partir de 11h00, sous la présidence du Premier Ministre Guy Verhofstadt.

Guy Verhofstadt, entouré de ses quatre vice-premiers ministres, a tout d'abord présenté les principales mesures innovantes, qui seront d'application à partir du 1er janvier 2005. Il s'agit de décisions qui auront un impact sur la vie quotidienne. Il a ensuite distribué un aperçu de cent décisions, prises pendant l'année 2004, et qui montrent combien le gouvernement a été productif. Commentant ensuite les plus de 80 points à l'ordre du jour du Conseil des Ministres, Guy Verhofstadt a mis en évidence la note d'orientation concernant la réforme du GIA (Groupe interforces antiterroriste). Un nouvel organe sera mis sur pied, l'OCAM (l'organe de coordination pour l'analyse de la menace), pour renforcer l'évaluation de la menace terroriste. Cet organe sera composé de 57 détachés de tous les services concernés. La Belgique pourrait être ainsi un des premiers pays à avoir un centre où tous les renseignements seront coordonnés. Le Premier Ministre a ensuite détaillé les différents achats militaires approuvés pour moderniser principalement l'armée de terre, dont le matériel lourd n'est pas adapté aux missions à l'étranger. Un autre volet concerne la Santé publique. Le Premier Ministre a souligné que toutes les mesures d'économie ont été prises pour que le budget reste dans les limites fixées. Le gouvernement aura, par ailleurs, la possibilité de prendre les décisions nécessaires pour que les prix des médicaments soient le plus bas possible. Ces mesures feront l'objet d'une communication au Parlement avant l'adoption d'un arrêté royal, qui sera ensuite confirmé par le Parlement. Le Conseil des Ministres a aussi marqué son accord sur l'introduction de la réforme de l'impôt des sociétés, via l'introduction d'un système de déduction des intérêts notionnels. Ce système consiste à octroyer une exonération de la base d'imposition à l'impôt des sociétés, à concurrence d'un montant égal à la rentabilité fictive des fonds propres. Cette mesure rectifie la discrimination actuelle entre le financement à l'aide de capitaux empruntés et celui via des capitaux propres. Il s'agit d'une mesure d'application générale, qui est donc conforme aux directives européennes. L'avant-projet de loi doit être déposé pour la fin juin 2005 afin que les entreprises se préparent à son entrée en vigueur au 1er janvier 2006. Le Conseil des Ministres a aussi approuvé la réforme du Conseil d'Etat ainsi que des mesures concernant les réfugiés.

SPF Chancellerie du Premier Ministre - Direction générale Communication
externe
Rue de la Loi 16
1000 Bruxelles
Belgique
+32 2 501 02 11
<https://chancellerie.belgium.be>

Christophe Springael
Service Rédaction (FR)
+32 2 287 41 92
+32 477 59 14 37
christophe.springael@premier.fed.be

Thomas Ferri
Service Rédaction (NL)
+32 2 287 41 42
+32 471 67 07 73
thomas.ferri@premier.fed.be